

2 octobre : l'intersyndicale appelle à amplifier la mobilisation



Le 2 octobre, l'intersyndicale appelle à une nouvelle démonstration de force pour défendre les salaires, les retraites et les services publics face à l'austérité. © Médiapart

 **Par l'Intersyndicat CGT du champagne**

 Publié le 26 septembre 2025

 Temps de lecture 5 minutes

Après une rencontre infructueuse à Matignon, l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, FSU et Solidaires) appelle les salariés à se mobiliser massivement le jeudi 2 octobre. Face à l'absence de réponses claires du gouvernement, le mouvement social franchit une nouvelle étape pour exiger la justice fiscale, la défense des services publics et le retrait des régressions sociales.

 **À voir en bas de l'article : la vidéo de l'interview de Sophie Binet et de Marylise Léon par BFMTV.**

Une réunion sans réponses à Matignon

Le 24 septembre, les délégations syndicales ont été reçues par Sébastien Lecornu. L'attente était forte, après l'ultimatum lancé lors de la journée de grève du 18 septembre : répondre aux revendications d'ici le 24, ou faire face à une nouvelle mobilisation. Mais à l'issue de plus de deux heures de discussions, le constat est unanime côté syndical : « Rien de précis », « Aucune réponse claire », « Une occasion manquée ».

Sophie Binet (CGT) a résumé l'ambiance : « *Nous sommes en position de force. Le Premier ministre nous a dit lui-même qu'il n'avait jamais vu un Premier ministre aussi fragile sous la Ve République* ». Marylise Léon (CFDT) a ajouté : « *Le monde du travail ne doit pas abdiquer, il doit se mobiliser le 2 octobre.* »

Les revendications restent inchangées

L'intersyndicale réaffirme des exigences claires :

- L'abandon de l'ensemble du projet de budget et notamment le doublement des franchises médicales, l'année blanche (désindexation des pensions, des prestations sociales, des salaires des agents de la fonction publique et du budget des services publics), la suppression de 3000 postes de fonctionnaires et la réforme de l'assurance chômage, ainsi que des projets attaquant le code du travail, et le 1er mai ;
- La justice fiscale, avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus, et contraignent le versement des dividendes ;
- La conditionnalité sociale et environnementale des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises privées ;
- Des moyens budgétaires à la hauteur pour les services publics partout sur le territoire ;
- Une protection sociale de haut niveau et l'abandon du recul de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans ;
- Des investissements dans une transition écologique juste et la réindustrialisation de la France, et des mesures contre les licenciements. Ces demandes, soutenues par une grande partie de l'opinion publique, sont restées sans réponses concrètes de la part du Premier ministre. Pire, le flou demeure sur l'avenir de l'assurance-chômage, malgré les recours déposés par la CFDT et FO devant le Conseil d'État.

Une mobilisation qui s'élargit

Après la réussite du 18 septembre, qui a rassemblé plus d'un million de personnes en France, l'intersyndicale appelle à amplifier le mouvement. Le 2 octobre doit être une nouvelle démonstration de force, capable de faire reculer un gouvernement affaibli. Des partis politiques comme EELV, LFI, le PCF ou le PS ont déjà annoncé leur soutien, et de nombreux collectifs citoyens se joignent aux syndicats.

Pendant ce temps, le patronat prépare un « énorme meeting » unitaire le 13 octobre, pour défendre sa vision libérale et s'opposer à la taxe Zucman sur les ultra-riches. Cette confrontation annonce un bras de fer social et politique de grande ampleur.

Une occasion manquée pour Lecornu

La presse, de L'Humanité à L'Union, a pointé la stratégie brouillonne de Sébastien Lecornu, incapable d'apporter des engagements précis. À Matignon, la présence de ministres démissionnaires a renforcé le sentiment d'improvisation et de confusion.

Le Premier ministre a annoncé qu'il écrirait aux organisations syndicales pour les questionner sur cinq thèmes : la protection sociale, la réindustrialisation, la qualité de vie au travail, le renforcement du paritarisme et la modernisation du marché du travail. Mais sans engagements fermes, cette initiative apparaît, pour l'intersyndicale, comme une manœuvre dilatoire. Une manière de repousser l'échéance sans répondre à l'urgence sociale et aux revendications portées dans la rue.

Le 2 octobre : un rendez-vous décisif

Pour la CGT et les autres organisations syndicales de l'intersyndicale, la mobilisation du 2 octobre est une étape décisive. Elle doit confirmer que le monde du travail refuse l'austérité, la précarité et les injustices fiscales. C'est aussi un test de rapport de force : soit le gouvernement accepte d'écouter les salariés, soit il s'entête et prend le risque d'un conflit social prolongé.

La CGT appelle donc l'ensemble des travailleuses et travailleurs, du public comme du privé, à participer massivement aux grèves et manifestations prévues le 2 octobre. C'est par la force du nombre et de la solidarité que nous pourrions imposer une autre politique sociale et économique, au service du plus grand nombre.

Télécharger l'article : «

Pour aller plus loin

- Libération, [*« Lecornu sur un petit air de mutique »*](#), 25 septembre 2025
- Mediapart, [*« En position de force, l'intersyndicale appelle à amplifier la mobilisation le 2 octobre »*](#), 24 septembre 2025.
- L'Humanité, [*« Après l'ultimatum, la grève du 2 octobre »*](#), 25 septembre 2025.
- L'Union, [*« L'intersyndicale déplore une occasion manquée par Sébastien Lecornu »*](#), septembre 2025.
- La CGT, [*« Communiqués sur l'appel à la grève du 2 octobre »*](#), 24 septembre 2025 . [*« Kit de mobilisation pour la grève du 2 octobre »*](#)